

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
28019 Chartres

Chartres, le 15/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CENTRALE EOLIENNE UN SOUFFLE DANS LA PLAINE (CEUSP)**

2 rue André Bonin  
69004 Lyon

Références : IC250525  
Code AIOT : 0010013105

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/08/2025 dans l'établissement CENTRALE EOLIENNE UN SOUFFLE DANS LA PLAINE (CEUSP) implanté Lieu-dit le Muid du Puits 28150 Les Villages Vovéens. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Visite inopinée dans le cadre de l'action régionale Biodiversité.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CENTRALE EOLIENNE UN SOUFFLE DANS LA PLAINE (CEUSP)
- Lieu-dit le Muid du Puits 28150 Les Villages Vovéens
- Code AIOT : 0010013105
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Parc éolien composé de 3 éoliennes.

### Thèmes de l'inspection :

- AR - 8

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Suivi environnemental – Mise en œuvre mesures préconisées dans conclusions	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Mise en œuvre des mesures ERC du dossier d'autorisation environnementale	AP Complémentaire du 28/03/2018, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Conformité au dossier de demande d'autorisation unique	Arrêté Préfectoral du 02/05/2017, article Article 5 (Titre I)	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
3	Versement des données brutes issues du suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
4	Mortalité espèce protégée	Code de l'environnement du 12/08/2025, article R. 512-69	Sans objet
6	Balisage	Arrêté Ministériel du 23/04/2018,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	lumineux de nuit	article II.3.5	
7	Synchronisation du balisage lumineux	Arrêté Ministériel du 23/04/2018, article II.3.2	Sans objet
8	Panneau de prescriptions pour les tiers	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Suivi environnemental

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réalisation et qualité du suivi
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel du 16 juillet 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les rapports relatifs au suivi environnemental réalisé pour le parc en 2021 et 2022.</p> <p>Le rapport de suivi environnemental de 2021 a conclu que l'impact sur la mortalité des chiroptères était significatif et que des mesures de bridage devaient être mises en œuvre. Leur efficacité devait être vérifiée par un nouveau suivi environnemental en 2022.</p> <p>Le rapport de suivi environnemental de 2022 a conclu que les mesures de bridage pour les chiroptères étaient efficaces avec un impact du parc éolien considéré comme négligeable. La mortalité sur les oiseaux est jugée significative et le rapport préconise la mise en place de mesures</p>

<p>correctives (pose de nichoirs). Le prochain suivi est programmé en 2031. <b><u>Constat : Pas d'écart constaté.</u></b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 2 : Suivi environnemental – Mise en œuvre mesures préconisées dans conclusions**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Recommandations du bureau d'études</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Mesure de bridage des éoliennes</u></p> <p>Le rapport de suivi environnemental de 2021 conclut à la nécessité de mettre en place une mesure de bridage des éoliennes afin de diminuer la mortalité des chiroptères. L'algorithme de bridage préconise la mise à l'arrêt de toutes les éoliennes du 1er au 30 juin puis du 1er août au 30 septembre, du coucher au lever du soleil et lorsque la vitesse du vent est <math>\leq</math> à 5 m/s, la température est <math>&gt;12^{\circ}\text{C}</math> et en l'absence de précipitation. Le rapport de suivi environnemental de 2022 a conclu à l'efficacité de la mesure de bridage sur la diminution du taux de mortalité des chiroptères.</p> <p>Sur le terrain, l'inspection des installations classées constate à 23h09 que l'éolienne 3.1 est à l'arrêt.</p> <p>Par courriel du 04 septembre 2025, l'exploitant a transmis le justificatif de mise en application du plan de bridage. Pour les date et heure mentionnées ci-dessus, l'inspection des installations classées observe que le bridage a effectivement été mis en place, conformément aux préconisations du suivi environnemental.</p> <p>Par sondage, entre le 01 août 2025 et le 20 août 2025, l'inspection des installations classées observe que les éléments transmis permettent d'établir que le bridage est effectif pour les conditions prescrites, et cela pour l'ensemble du parc d'un souffle sur la plaine.</p> <p><u>Installations de nichoirs</u></p> <p>Le rapport de suivi environnemental de 2022 a conclu que l'impact des éoliennes sur le taux de mortalité des oiseaux était jugé significatif, des mesures correctives ont donc été proposées. Elles consistent en l'installation de 3 nichoirs au niveau d'une exploitation agricole ou d'un bâtiment</p>

communal à plus de 500 mètres des éoliennes. 2 nichoirs sont spécifiques au Martinet noir et un nichoir est spécifique au Faucon crécerelle.

Par courriel du 16 juillet 2025, l'exploitant a transmis le justificatif (une photographie des nichoirs) attestant de l'installation de 5 nichoirs spécifiques au Martinet noir dans une installation agricole située à plus de 500 m des éoliennes conformément aux préconisations du suivi environnemental. Trois de ces nichoirs correspondent aux mesures préconisées pour le parc éolien "Les égrouettes" et deux nichoirs correspondent aux mesures préconisées pour le parc éolien "Un souffle dans la plaine". L'exploitant n'a pas transmis le justificatif attestant de l'installation d'un nichoir de Faucon crécerelle.

**Constat : écart relevé. L'exploitant n'a pas transmis à l'inspection de justificatif de l'installation d'un nichoir spécifique au Faucon crécerelle au niveau d'une exploitation agricole ou d'un bâtiment communal à plus de 500 mètres des éoliennes.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 3 : Versement des données brutes issues du suivi environnemental

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12

**Thème(s) :** Risques chroniques, Données brutes

**Prescription contrôlée :**

[...]Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil. [...]

**Constats :**

Par courriel du 16 juillet 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le certificat de dépôt des données brutes collectées dans l'outil de téléservice de "dépôt légal de données de biodiversité".

**Constat : Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Mortalité espèce protégée

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 12/08/2025, article R. 512-69

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rapports accidents/incidents
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport relatif au suivi environnemental 2021 mentionne la découverte des cadavres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 Pipistrelles communes,</li> <li>- 2 Pipistrelles de Nathusius,</li> <li>- 1 Faucon crécerelle.</li> </ul> <p>Le rapport relatif au suivi environnemental 2022 mentionne la découverte des cadavres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 Pipistrelles de Kuhl,</li> <li>- 2 Martinets noirs,</li> <li>- 1 Faucon crécerelle.</li> </ul> <p>Les espèces susmentionnées ne sont pas classées comme étant en danger critique, en danger ou vulnérable sur une liste rouge locale, régionale ou nationale.</p> <p>Pour rappel, dans le cadre du suivi environnemental et à tout moment de la vie de l'installation, une mortalité d'espèce menacée (en danger critique, en danger ou vulnérable sur une liste rouge locale, régionale ou nationale) ou une mortalité importante/massive d'une même espèce protégée sont considérés comme des incidents au titre de l'article R.512-69 du code de l'environnement.</p> <p>Par conséquent, pour le site "un souffle sur la plaine", aucun incident relatif à la mortalité d'espèce menacée n'a été recensé en 2021 et 2022.</p> <p><b><u>Constat : Pas d'écart constaté.</u></b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Mise en œuvre des mesures ERC du dossier d'autorisation environnementale**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 28/03/2018, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, ERC
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier joint à la demande d'autorisation unique</p>

déposé par le demandeur. Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur.

#### Constats :

Le dossier d'autorisation environnementale prévoyait un suivi de l'activité des busards sur une période de 3 ans, un suivi des chiroptères ainsi que la plantation de 500 mètres linéaires de haies.

##### Suivi de l'activité des Busards

Par courrier du 16 juillet 2025, l'exploitant a fourni les rapports 2021, 2022 et 2023 relatifs au suivi des Busards. En 2021, un nid de Busard Saint-Martin a été localisé sur le parc mais la femelle est morte sur le nid sans que la raison de sa mort soit connue. En 2022, un début de nidification a été observé mais sans aller jusqu'à son terme. En 2023, aucune nidification de Busard n'a été observée sur le parc.

##### Suivi de l'activité chiroptérologique

Par courrier du 16 juillet 2025, l'exploitant a fourni les rapports 2021 et 2022 relatifs au suivi environnemental. Ces rapports comportent un suivi de l'activité et de la mortalité chiroptérologique.

##### Plantation compensatoire d'une haie

Par courriel du 3 juin 2021, l'exploitant indique avoir planté 900 mètres linéaires de haies correspondant à la plantation compensatoire de 600 mètres linéaires de haies pour le parc "les égrouettes" ainsi qu' à la plantation compensatoire de 500 mètres linéaires de haies pour le parc "un souffle dans la plaine". L'exploitant indique que des études sont en cours pour l'implantation des 200 mètres linéaires de haies manquant. Aucun justificatif n'a ensuite été transmis depuis 2021.

**Constat : écart relevé. L'exploitant n'a pas transmis de justificatifs de la plantation de 200 mètres linéaires de haie.**

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 6 : Balisage lumineux de nuit

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 23/04/2018, article II.3.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Balisage lumineux

#### **Prescription contrôlée :**

Chaque éolienne est dotée d'un balisage lumineux nocturne assuré par des feux d'obstacle de moyenne intensité de type B (feux à éclats rouges de 2 000 cd). Ces feux d'obstacle sont installés sur le sommet de la nacelle et sont visibles dans tous les azimuts (360°).

Des feux de moyenne intensité, dits " à faisceaux modifiés ", peuvent être utilisés en lieu et place des feux de moyenne intensité de type B. Ces feux MI à faisceaux modifiés sont des feux rouges à éclats utilisables pour le balisage de nuit, dont l'intensité effective à 4° de site au-dessus du plan

horizontal est de 2 000 cd et qui respectent la répartition lumineuse décrite dans le tableau ci-après : [...]
<b>Constats :</b>  Sur le terrain, à 23h01, l'inspection des installations classées constate la présence, sur les 3 éoliennes du parc d'un souffle dans la plaine, de feux d'obstacles à éclats rouges visibles dans tous les azimuts. Leur luminosité est jugée satisfaisante.  <u>Constat : pas d'écart relevé.</u>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Synchronisation du balisage lumineux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/04/2018, article II.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Balisage lumineux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les feux à éclats de même fréquence implantés sur toutes les éoliennes sont synchronisés. Les feux à éclats initient leur séquence d'allumage à 0 heure 0 minute 0 seconde du temps coordonné universel avec une tolérance admissible de plus ou moins 50 ms. [...]
<b>Constats :</b>  Sur le terrain, à 23h01, l'inspection des installations classées observe que les feux à éclats sont implantés sur l'ensemble des éoliennes du parc d'un souffle dans la plaine et qu'ils sont synchronisés.  <u>Constat : Pas d'écart constaté.</u>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Panneau de prescriptions pour les tiers**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
<b>Thème(s) :</b> Autre, Numéro d'alerte
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] <p>Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</li> <li>- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</li> <li>- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Sur site, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'un panneau de prescriptions pour les tiers situé à l'entrée de la plateforme de l'éolienne 3.1. Ce panneau comporte :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale avec les numéros de téléphone des services de secours et de l'exploitant,</li> <li>- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur,</li> <li>- la mise en garde face aux risques d'électrocution,</li> <li>- la mise en garde face au risque de chute de glace.</li> </ul> <p><b><u>Constat : pas d'écart relevé.</u></b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : Conformité au dossier de demande d'autorisation unique**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/05/2017, article Article 5 (Titre I)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Conformité au dossier de demande d'autorisation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier joint à la demande d'autorisation unique déposé par le demandeur. Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées constate que l'échangeur thermique est localisé à l'extérieur et au pied du mât de l'éolienne 3.1.</p> <p>Or les caractéristiques techniques des éoliennes décrites pages 201 et 202 de l'étude d'impact incluse dans le dossier de demande d'autorisation ne mentionnent pas l'existence d'un échangeur thermique à l'extérieur du mât.</p> <p>De plus, cette étude d'impact liste les éléments situés à l'extérieur de l'éolienne (page 220) : "Ne resteront donc apparents, pour chaque éolienne, que le chemin d'exploitation et une plate-forme rectangulaire en stabilisé permettant la maintenance de la machine."</p> <p><b><u>Constat : écart relevé. L'échangeur thermique de l'éolienne 3.1 est situé à l'extérieur de la machine.</u></b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de</p>

répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois